



Budget 2024-2025 du gouvernement du Québec :

Un budget austère et décevant

Montréal, le 12 mars 2024 – Devant le manque de prévisibilité ou de croissance pour le financement des transports collectifs, l'Alliance TRANSIT exprime sa vive déception et sa profonde inquiétude face au budget 2024-2025 du gouvernement du Québec. Alors que l'Alliance appelait le gouvernement à indexer et diversifier ses sources de revenus, ainsi qu'à investir sans tarder pour éviter des coupures de services, ce dernier force les sociétés de transport dans une situation précaire qui se traduira en dégradation des services.

De plus, alors que les investissements en maintien d'actifs du réseau routier augmentent de près de 3,9 G\$, les besoins criants en entretien des infrastructures de transport collectif sont ignorés avec un budget de maintien amputé d'environ 400 M\$ dans le Plan québécois des infrastructures (PQI).

Un rééquilibrage qui se fait attendre

Si les fonds totaux prévus pour le transport collectif restent inchangés malgré une inflation galopante, les fonds affectés au réseau routier sont en hausse de 9%. La proportion des investissements résultante représente ainsi un recul pour la mobilité durable ; le gouvernement s'éloigne de ses propres engagements d'équilibre 50-50 dans le Plan pour une économie verte.

« Le gouvernement continue d'ignorer ses engagements en matière de mobilité durable. Plutôt que de se rapprocher de ses propres cibles inscrites dans le Plan pour une économie verte 2030 (PEV) et la Politique de mobilité durable 2030, c'est une stagnation et souvent un recul qui est observé. » – **Samuel Pagé-Plouffe**, coordonnateur de l'Alliance TRANSIT

Ratio des investissements confirmés au Plan québécois des infrastructures (PQI)

2023-2033 : 30% transport collectif (13,8 G\$), 70% réseau routier (31,5 G\$)

2024-2034 : 29% transport collectif (13,8 G\$), 71% réseau routier (34,5 G\$)

Objectif PEV : 50% transport collectif, 50% réseau routier

Des solutions ignorées pour améliorer les services

L'Alliance rappelle qu'il n'est pas nécessaire d'entreprendre de nouvelles études ou des réformes complexes pour commencer à indexer ses principales sources de revenus pour assurer un financement prévisible des routes et des transports collectifs. En effet, plus de 700 millions supplémentaires pourraient être investis grâce à la simple indexation de la contribution sur l'immatriculation (restée inchangée depuis 1992) et de la taxe sur les carburants (inchangée depuis 2013).

« Dans les 10 dernières années seulement, le pouvoir d'achat des familles s'est amélioré de 26%, en plus de l'inflation qui a été de 27%. Cependant, malgré cet enrichissement important, nos principales sources de revenus en transport n'ont pas été indexées d'un seul sou. Quel genre de service ou d'entreprise peut opérer en 2024 avec des revenus gelés au niveau de 2013 ou de 1992 ? Avec d'aussi mauvaises pratiques de gestion de la part du gouvernement, pas étonnant que nos infrastructures soient en mauvais état et que nos sociétés de transport soient prises à la gorge ! » – **Blaise Rémillard, responsable mobilité et urbanisme au Conseil régional de l'environnement de Montréal**

Certains choix responsables

L'Alliance salue par ailleurs la baisse des investissements prévus pour le développement réseau routier dans le Plan québécois des infrastructures en faveur du maintien d'un parc d'actifs en piètre état et prend note de l'élimination progressive du rabais à l'achat d'un véhicule électrique. Celui-ci ne semble toutefois pas avoir de solution de remplacement ni de destination pour les sommes libérées. Tel qu'énoncé dans les recommandations prébudgétaires de l'Alliance, le transport collectif est un moyen efficace de lutte aux changements climatiques et devrait recevoir une plus grande part des revenus du marché carbone, incluant ceux libérés par l'élimination du programme Roulez vert.

Développer le transport collectif, une nécessité

L'Alliance TRANSIT rappelle que le développement du transport collectif est un outil incontournable pour s'attaquer aux crises de l'habitation, du coût de la vie et de la lutte aux changements climatiques.

« Il est impératif que le gouvernement offre de la prévisibilité aux sociétés de transport et leur assure les moyens de viser un développement de 7% par an de leur offre de services en renouant avec la croissance dès 2025. À défaut d'avoir annoncé

dans ce budget un montant pour l'année prochaine ou un cadre financier pour les cinq prochaines années, le gouvernement doit confirmer, rapidement, sa contribution financière pour l'année 2025. » – **Sarah V. Doyon, directrice générale chez Trajectoire Québec**

« À l'heure où les transports publics sont en crise, ce budget était une bonne occasion pour le gouvernement du Québec de rassurer la population et les sociétés de transport en annonçant de nouveaux investissements. Malheureusement, c'est une opportunité manquée. Investir dans le transport collectif ne devrait pas être vue comme une dépense, mais bien comme un investissement rentable permettant de combattre les crises du coût de la vie, de l'habitation et des inégalités sociales. » – **Charles Bonhomme, responsable affaires publiques et communications, Fondation David Suzuki**

Alors que l'entente pluriannuelle sur le financement des services de transport collectif promise en 2022 et réitérée en 2023 par la ministre des Transports Geneviève Guilbault se fait encore attendre, l'Alliance TRANSIT appelle le gouvernement du Québec à intégrer une cible de développement suffisante.

– 30 –

À propos de TRANSIT

La mission de TRANSIT est de favoriser le développement et l'amélioration des services de transports collectifs au Québec, en s'assurant qu'ils reçoivent le financement nécessaire pour permettre au plus grand nombre possible de citoyens et de citoyennes d'en bénéficier. Depuis sa création en août 2011, TRANSIT publie des rapports d'analyse et fait état de plusieurs recommandations pour pallier la crise des transports et aider le gouvernement et les organisations de transports collectifs à atteindre leurs objectifs d'achalandage d'ici à 2030. L'Alliance TRANSIT regroupe [une cinquantaine d'organisations](#) de divers domaines.

[@AllianceTRANSIT](#)

Renseignements

Samuel Pagé-Plouffe

Coordonnateur

514-714-6762

info@transitquebec.org